



## Réponse d'Eni Gas and Power France à la consultation publique n°2019-011 relative à la structure du TURPE 6

### **Question 1 : Etes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?**

Eni G&P France est favorable aux quatre principes énoncés par la CRE. Eni estime qu'un autre principe doit être intégré : la visibilité. Les acteurs ont besoin de connaître plusieurs années en amont les évolutions réglementaires. Eni juge également que les différents principes ne sont pas tous de même importance. En particulier, Eni estime que la faisabilité, la lisibilité et la visibilité doivent primer.

### **Question 2 : Partagez-vous les enjeux liés à la tarification au coût marginal, à la tarification de l'injection et à la généralisation des tarifs horo-saisonnalisés, identifiés par la CRE pour l'élaboration de la structure du TURPE ?**

Eni G&P France estime qu'il est difficile de se prononcer sans connaître les impacts quantitatifs de ces enjeux sur le TURPE.

### **Question 3 : Etes-vous favorable au maintien du découpage du TURPE en différentes composantes (comptage, gestion, soutirage, injection, etc.) ?**

Nous sommes favorables au maintien du découpage du TURPE. Toutefois, des rémunérations explicites ont été perçues par Enedis pour le déploiement des compteurs Linky, alors même que cette rémunération devait être assurée à l'origine du projet Linky en grande partie par les économies réalisées, notamment sur les coûts de comptage. En ce sens, la composante de comptage devrait être grandement réduite.

### **Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant l'augmentation du niveau de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de transport, et le maintien du niveau général de la composante de gestion des utilisateurs raccordés au réseau de distribution hors cas particulier de la composante de gestion payée par les autoproducteurs ?**

Eni G&P France partage l'analyse de la CRE, à qui il appartient d'auditer les charges de gestion des opérateurs de réseaux et de s'assurer que celles-ci correspondent aux charges d'un opérateur efficace et incité à réaliser des

efforts de productivité. Dès lors qu'elles ont été auditées et validées par la CRE, ces charges de gestion doivent être couvertes par le tarif.

Eni s'étonne que la CRE n'envisage pas également la révision du niveau de la prestation de gestion versée par les GRD aux fournisseurs.

En effet, de la même façon que pour les prix des prestations catalogue des GRD, le niveau de cette prestation pourrait évoluer annuellement pour prendre en compte l'évolution des coûts (inflation, coût de la main d'œuvre, etc.).

Par ailleurs, depuis l'analyse menée par la CRE avec le cabinet PMP, les sollicitations des fournisseurs par les GRD ont augmenté de manière significative pour de nombreuses raisons, telles que le déploiement des compteurs communicants (informations à communiquer pour le déploiement, l'information des clients, la gestion des réclamations...).

### **Question 5 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle, en distribution, les évolutions des technologies de comptage nécessitent une baisse du niveau de la composante de comptage ?**

Eni G&P France partage la nécessité de faire baisser la composante de comptage du fait du déploiement des nouveaux compteurs, notamment Linky, qui évite dorénavant des déplacements. En revanche, la baisse proposée nous semble beaucoup trop faible au regard des économies générées par ces compteurs. Baisser la composante de comptage de 19,8 à 18€ revient à dire que le coût de déplacement pour le comptage, toutes charges incluses, ne s'élève qu'à 1,8€/an/client de moins de 36kVA.

### **Question 6 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de ne pas modifier la forme générale des grilles ?**

Oui.

### **Question 7 : Etes-vous favorable au principe d'une généralisation des options tarifaires à 4 plages temporelles ?**

Oui.

### **Question 8 : Quel devrait selon vous en être le calendrier de la généralisation des options à 4 plages temporelles ?**

Eni G&P France estime que cette généralisation devrait intervenir au moins un an après la fin du déploiement des compteurs communicants.

### **Question 9 : Que pensez-vous des modalités de transition envisagées par la CRE ?**

Eni G&P France est favorable à ces modalités.

**Question 10 : Selon vous, comment devrait être traité le cas des utilisateurs ne disposant pas d'un compteur évolué à l'horizon TURPE 7 ?**

Eni G&P France est favorable à la proposition de la CRE concernant les clients ne bénéficiant pas du compteur indépendamment de leur volonté.

Concernant les clients ayant refusé le compteur, Eni G&P France considère qu'ils doivent en assumer le surcoût, sans que celui-ci soit mutualisé dans le tarif et donc supporté par tous les utilisateurs.

**Question 11 : Etes-vous favorable à la suppression ou au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?**

Eni G&P France n'est pas favorable à la suppression de cette option.

**Question 12 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction en basse tension  $\leq 36$  kVA d'une option « pointe mobile » et d'une option « semaine/week-end » n'est pas justifiée ?**

Eni G&P France partage les conclusions de la CRE.

**Question 13 : Etes-vous favorable à l'introduction de dénivelés de puissance en basse tension  $\leq 36$  kVA, et selon quelles modalités ? Si vous êtes fournisseur, envisageriez-vous d'utiliser ces dénivelés dans la construction de vos offres tarifaires ?**

Eni est par principe favorable à la diversification des offres de fourniture, et est par conséquent favorable aux dénivelés de puissance en BT.

**Question 14 : Etes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement des heures creuses en HTB ?**

Oui.

**Question 15 : Etes-vous favorable à donner à RTE la possibilité de modifier localement le positionnement de 61 jours de saison haute en HTB ?**

Oui.

**Question 16 : Etes-vous favorable à une expérimentation portant sur le regroupement de points de livraison en basse tension pour faciliter le déploiement du véhicule électrique dans l'habitat collectif ?**

Eni G&P France est favorable à cette expérimentation. Cette expérimentation devra prendre en compte le critère de lisibilité pour les consommateurs et aboutir à une analyse détaillée des résultats avant sa généralisation.

**Question 17 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de supprimer la composante d'absorption de puissance réactive pour les installations de production non régulées en tension et raccordées dans le domaine de tension BT > 36 kVA ?**

NA

**Question 18 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant la nécessité de s'interroger à nouveau sur l'opportunité d'une tarification de l'injection ?**

Eni G&P France est défavorable au principe d'une tarification de l'injection.

**Question 19 : Etes-vous favorable à l'introduction d'un tarif d'injection, centré en zéro, reflétant les effets positifs et négatifs induits par les injections sur les coûts d'infrastructure de réseaux ?**

Eni G&P France est défavorable au principe d'une tarification de l'injection.

**Question 20 : Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés aux domaines de tension HTB reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?**

Pas de commentaire.

**Question 21 : Que pensez-vous, sous réserve de résultats probants dans le cadre des études en cours, de l'introduction de tarifs d'injection différenciés géographiquement et temporellement pour les producteurs raccordés aux domaines de tension HTA reflétant la contribution des injections aux coûts des pertes ?**

Pas de commentaire.

**Question 22 : Que pensez-vous de la possibilité de faire porter aux producteurs une partie du coût de constitution des réserves au travers du tarif d'injection si cela permet d'en réduire le coût global ? Le cas échéant, que pensez-vous des modalités envisagées par la CRE vis-à-vis de la prise en compte de ce coût dans le tarif d'injection ?**

Eni G&P France est favorable à cette proposition.